Quelle issue à la crise de la dette publique ?

dimanche 31 juillet 2011, par [LEFRANC Gaston](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2011).

Les dirigeants européens devaient se réunir le 21 juillet pour tenter de résoudre la crise que traverse aujourd'hui la zone euro. Après la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie est sur la sellette.

La crise des dettes publiques s'accroît en Europe. Après la Grèce, c'est la 3^e économie de la zone euro, l'Italie, qui est dans l'œil du cyclone : la semaine dernière, les taux d'intérêt (à dix ans) de la dette italienne ont bondi à 5,7 %, soit plus du double de ce qu'exigent les marchés financiers pour la dette allemande. Dans la foulée, le Parlement italien a voté, le 15 juillet, un plan d'austérité de 48 milliards d'euros, comprenant un vaste plan de privatisations, l'introduction d'un ticket modérateur, le gel des salaires et des embauches de fonctionnaires et l'augmentation progressive de l'âge du départ à la retraite.

Dans la zone euro, la crise a été aggravée dans les pays les plus faibles par la mise en place de la monnaie unique, avec une Banque centrale au service des marchés financiers. Depuis dix ans, faute d'avoir pu dévaluer leur monnaie et d'avoir su limiter suffisamment la hausse des salaires, les déficits et donc la dette externe des pays les moins compétitifs n'ont cessé de croître, avant d'exploser depuis 2007. Les baisses d'impôts au profit des riches y ont aussi contribué. D'où aujourd'hui des plans d'austérité d'une violence inouïe pour continuer de payer les créanciers, principalement les banques qui s'engraissent grâce aux déficits créés à cause d'elles ! Cela se traduit par une baisse du niveau de vie des travailleurs et une liquidation de ce qui reste des entreprises publiques, avec un processus de néocolonisation dans le cas de la Grèce.

Ces plans, comme le nuage de Tchernobyl, ne s'arrêteront pas aux frontières de la France, d'autant plus que la situation y est difficile. Selon une étude Natixis1 du 12 juillet, la France partage avec la Grèce et le Portugal, la palme du pays européen dont la dynamique de l'endettement public est la plus explosive. Les pires attaques sont donc à venir, et ce sera la mission du prochain gouvernement capitaliste (de « gauche » ou de « droite ») d'être bien plus offensif que Sarkozy.

D'ailleurs, Aubry et Hollande ont promis le week-end dernier de respecter l'engagement de la France à ramener ses déficits publics à 3 % du PIB en 2013 (contre 7 % en 2010) s'ils étaient élus, tout en ne prenant aucun engagement sur la suppression des mesures fiscales en faveur des riches et des entreprises.

Les dirigeants européens se réunissent le 21 juillet pour un sommet extraordinaire sur la crise des dettes publiques. Ils vont tenter de se mettre d'accord sur un nouveau « plan d'aide » à la Grèce et sur de possibles aménagements à la poursuite des remboursements : réduction des taux d'intérêt pour les prêts accordés à la Grèce, allongement des délais de remboursement, etc. Ces modalités de « restructuration » douce de la dette n'ont rien à voir avec un défaut de paiement sur une partie importante de la dette et a fortiori avec une annulation de celle-ci.

Lutte de classe

Un bras de fer décisif est engagé au sein de la zone euro : soit les bourgeoisies parviennent à

imposer leurs plans d'austérité au prolétariat européen - et le gros de la dette pourra sans doute être honoré et les capitalistes seront grassement servis ; soit la lutte de classe empêche la mise en place de ces plans - et la dette ne pourra pas être remboursée et la situation pourrait alors devenir rapidement incontrôlable pour la bourgeoisie.

Chacun à leur façon, le PS et le Front de gauche agitent la possibilité d'une troisième voie : celle d'une refondation de l'Union européenne. L'Europe deviendrait « sociale » grâce à une redéfinition des missions de la Banque centrale européenne, le lancement d'euro-obligations et la mise en place d'un fédéralisme fiscal (permettant des transferts des États les plus riches vers les plus pauvres). Outre que cette solution fait abstraction des rapports de forces au sein de l'UE, elle vise surtout à bricoler une réforme de l'UE pour que le système soit sauvé et que la dette continue d'être payée aux capitalistes. À l'inverse le Front national met en avant la sortie de l'euro et un repli nationaliste accompagné de mesures anti-ouvrières. Aucune de ces politiques ne va dans le sens des intérêts des salariéEs.

Notre projet ne vise pas à rafistoler le système, à « sauver l'euro » ou les banques, en prétendant mettre les institutions nationales et européennes au service des travailleurs. Nous sommes pour que la lutte de classe aille jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, à la mise en place de leur propre gouvernement, qui seul pourra répudier la totalité de la dette, exproprier les grands groupes capitalistes, rompre avec le marché capitaliste et réorganiser la production au service des besoins de la population. Et faire un grand pas vers l'Europe que nous voulons, celles des États unis socialistes d'Europe.

Gaston Lefranc

1. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=59156>

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 112 (21/07/11).